

ACTUALITE

Les ressources d'hydrocarbures de l'Algérie et les cent fleurs de Mao Zedong

En Algérie, le débat sur l'importance des réserves d'hydrocarbures du pays a pris de l'ampleur dans la période récente et, dans les médias, sur internet et sur les réseaux sociaux, les échanges sont souvent très vigoureux pour parler en termes diplomatiques. Les autorités sont fort logiquement interrogées sur ce sujet capital pour un pays producteur et exportateur tel que l'Algérie. L'enjeu est d'autant plus considérable que les hydrocarbures représentaient au premier trimestre 2013 98,2% du total des exportations nationales, selon la Banque d'Algérie (voir Actualité dans le PGA du 16 juin), et que, malgré tous les discours officiels depuis de nombreuses années, la proportion des exportations hors hydrocarbures demeure toujours aussi faible, ce qui illustre bien les immenses difficultés auxquelles fait face le pays pour diversifier son économie.

Au cours d'une interview accordée au quotidien El Moudjahid (voir aussi Algérie en page 14 dans ce numéro), le ministre de l'Energie et des Mines, M. Youcef Yousfi, a fait état de son optimisme sur ce sujet délicat. A une question sur la possibilité pour les générations futures de bénéficier des richesses du sous-sol algérien, M. Yousfi a été catégorique : "Sans la moindre hésitation, ni aucune ambiguïté, je réponds par l'affirmative à cette question (...)", a-t-il affirmé. Son argumentation peut être synthétisée autour des éléments clés suivants :

- Les efforts de prospection et de recherche ne cessent de s'accroître ;
- Les réserves en cours d'exploitation ne représentent qu'une fraction des réserves totales réellement en place. Outre les réserves en cours d'exploitation, il y a les réserves prouvées non développées, les réserves probables et les réserves possibles.
- Ces deux dernières catégories (réserves probables et possibles) "font l'objet de travaux et d'études supplémentaires, dans le cadre d'un programme d'intensification des travaux de recherche et d'exploration dont les résultats permettront sans aucun doute d'augmenter les volumes des réserves prouvées".
- De nouveaux prospects pétroliers ont été mis en évidence mais leurs réserves ne sont pas encore évaluées.
- Le nombre de découvertes réalisées par la Sonatrach "ne cesse d'augmenter".
- Les partenaires étrangers continuent à apporter leur contribution dans ce domaine.
- Le nombre de dossiers de préqualification, pour des firmes non encore actives dans le pays, et de demandes de renouvellement des attestations de préqualification déposés auprès de l'agence Alnaft démontre la volonté et l'intérêt des entreprises étrangères à investir dans la recherche et l'exploitation des hydrocarbures en Algérie.

-i Des études ont été lancées en vue de déterminer le potentiel et la répartition géographique des hydrocarbures non conventionnels, notamment le gaz de schiste.

- Le potentiel de gaz de schiste de l'Algérie "semble considérable". M. Yousfi a fait référence à une étude publiée en juin par l'U.S. Energy Information Administration sur les ressources techniquement récupérables d'huile et de gaz de schiste dans le monde. Selon celle-ci, l'Algérie se classerait au troisième rang pour le gaz avec des ressources de 707 trillions de pieds cubes (environ 20 000 milliards de mètres cubes) derrière la Chine (1 115 trillions de p.c.) et l'Argentine (802 Tp.c.) et devant les Etats-Unis.

- Cette étude de l'EIA n'inclut pas les hydrocarbures contenus dans des réservoirs compacts, "dont les ressources s'avèrent considérables".

- Les techniques d'extraction des hydrocarbures non conventionnels, c'est-à-dire la combinaison de la fracturation hydraulique et des forages horizontaux, "sont des techniques fiables et éprouvées et leur futur développement en Algérie bénéficiera des avancées technologiques réalisées de par le monde par les compagnies qui opèrent dans ce domaine".

i L'Algérie a mis en place un cadre juridique incitatif pour les hydrocarbures non conventionnels et propice au partenariat avec des sociétés étrangères.

L'argumentation du ministre est fort complète et tout à fait solide mais on relève l'absence quasi-totale de chiffres dans ce passage de ses réponses à El Moudjahid. Certes, une bonne dose de prudence est requise lorsqu'il est question de réserves et, encore plus, de ressources de pétrole et/ou de gaz mais il serait utile de jeter dans l'arène quelques estimations sérieuses avec toutes les précautions d'usage. En Algérie comme dans beaucoup d'autres pays producteurs en développement, il faut améliorer de manière très significative la transparence sur la question des réserves.

La Sonatrach réalise effectivement de nombreuses découvertes, ce qui est très positif, mais le nombre n'est pas suffisant car la taille moyenne des découvertes est également un indicateur clé. La contribution des partenaires étrangers à l'exploration et à de nouvelles découvertes a beaucoup diminué en Algérie depuis plusieurs années. La loi du 20 février 2013 modifiant et complétant la loi d'avril 2005 sur les hydrocarbures constitue un progrès mais il reste à voir si elle sera suffisamment incitative pour permettre à l'Algérie d'attirer plus de capitaux étrangers. Le fait que de nombreuses compagnies se préqualifient auprès de l'agence Alnaft est positif mais cela ne signifie pas que, le moment venu, des offres seront effectivement présentées. Quant aux hydrocarbures non conventionnels, pour lesquels il est là vraiment trop tôt pour avancer des chiffres, il est probable que l'Algérie ait un gros potentiel mais de nombreuses questions en termes de technologies, de protection de l'environnement et d'acceptabilité sociale restent à régler.

Quoi qu'il en soit, un débat de fond sur les réserves d'hydrocarbures de l'Algérie est indispensable. Ce débat suppose que toutes les cartes soient posées sur la table et que des opinions diverses s'affrontent. Comme le disait feu le président Mao Zedong - qui ne pratiquait malheureusement pas forcément ce qu'il prônait -, "que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles [de pensée] rivalisent".

Après Mahmoud Ahmadinejad, Hassan Rohani

Vers un compromis historique entre l'Iran et les Etats-Unis ?

Le ministère iranien du Pétrole a constaté avec une grande satisfaction que l'Iran serait devenu en 2012 le numéro un mondial en matière de réserves prouvées de gaz naturel, si l'on en croit la BP Statistical Review of World Energy 2013, qui a été publiée en juin. Cette source très célèbre a révisé à la baisse son estimation des réserves de la Russie, leader mondial de longue date, qui sont à présent évaluées à 32,9 trillions de mètres cubes, contre 33,6 trillions de mètres cubes pour l'Iran. Le Qatar demeure à la troisième place de ce classement. L'économiste en chef de BP, M. Christof Rühl, a rappelé que les données sur les réserves en Russie n'étaient pas publiquement accessibles et que ce pays avait une définition de ce concept qui n'était pas fondé exactement sur les mêmes critères que dans le reste du monde, d'où une nécessaire conversion pour permettre une comparaison internationale.

L'Iran ne cache pas non plus sa joie face aux progrès du projet de gazoduc vers le Pakistan, ce pays semblant déterminé à résister aux pressions des Etats-Unis et à achever la construction de ce pipeline afin que les livraisons iraniennes puissent débiter à la fin 2014. Le Pakistan est également très intéressé par le projet de gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde (TAPI) mais celui-ci n'est pas au même degré d'avancement et les besoins du pays sont tels que les deux projets sont considérés comme fort utiles.

Autre motif de fierté pour l'Iran, la distribution d'essence de qualité Euro-IV a commencé à Téhéran et devrait s'étendre dans un proche avenir à d'autres villes du pays. L'Iran se dit autosuffisant en essence et sa capacité de production de ce produit clé devrait atteindre 71 millions de litres par jour à court terme, selon M. Alireza Zeighami, le directeur général de la National Iranian Oil Refining and Distribution Company (NIORDC). La production d'essence est actuellement de 58 millions de litres par jour à partir des raffineries nationales et elle s'élève à 65 Ml/j si l'on inclut la contribution des usines pétrochimiques [selon la National Iranian Oil Products Distribution Company, citée par l'agence officielle Shana, la consommation d'essence de l'Iran était de 67,4 Ml/j au cours de la semaine qui s'est achevée le 14 juin – NDLR]. Toujours selon M. Zeighami, la production d'essence par les raffineries était de 44 Ml/j en 2006 et les importations de ce produit atteignaient alors 27 Ml/j.

Le ministre du Pétrole, M. Rostam Qasemi, estime par ailleurs que la capacité de production pétrolière de l'Iran augmentera de 1 million de barils par jour d'ici à 2015 grâce au développement de 23 champs partagés avec d'autres pays. La National Petrochemical Company prévoit de son côté une capacité de production de produits pétrochimiques de 100 millions de tonnes en 2015, contre 60 Mt/an aujourd'hui [l'année 2015 figure souvent dans les objectifs fixés par les responsables iraniens car elle marquera la fin du cinquième plan quinquennal - NDLR].

Inaugurant un projet d'extension de la raffinerie de Lavan, le président Mahmoud Ahmadinejad a affirmé que le secteur iranien des hydrocarbures était parvenu à un stade d'autosuffisance dans tous les domaines alors qu'il était auparavant totalement dépendant. Non seulement, nous n'importons plus d'essence mais nous en exportons, a expliqué le président. En raison de la mobilisation de son

expertise, le pays peut se transformer pour devenir un exportateur important de technologies et de services d'ingénierie et un pôle industriel et de savoir-faire dans le monde. L'estime de soi et la confiance en soi sont les plus importantes réalisations de l'industrie nationale des hydrocarbures, a-t-il souligné.

Comme souvent, M. Ahmadinejad ne fait pas dans les nuances et pratique l'hyperbole avec une apparente délectation. L'Iran a certes accompli des progrès vers une moindre dépendance mais le coût de ces avancées est considérable et, sur certains aspects clés, tels que la production et les exportations pétrolières, c'est la chute libre. Outre l'impact direct sur le secteur énergétique, les sanctions et pressions économiques et financières occidentales pèsent d'un poids redoutable sur l'industrie et l'économie iraniennes et le résultat des dernières élections présidentielles, qui se sont tenues le 14 juin et ont débouché sur la victoire au premier tour de M. Hassan Rohani, semble montrer qu'une grande partie de la population ne considère pas l'évolution de la situation énergétique et économique du pays de la même façon que le président actuel.

M. Rohani n'est pas forcément un "modéré", un mot souvent utilisé à tort et à travers par une partie des médias dans une volonté sympathique de simplification. Il fait partie du sérail, il a été l'un des proches collaborateurs du guide suprême de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, sur le dossier nucléaire et il a été autorisé par le régime à se présenter alors que plusieurs autres candidats à la fonction présidentielle, jugés donc dangereux, ne l'ont pas été. Mais le président élu disposait de plusieurs atouts maîtres sur ses concurrents :

- Par comparaison avec les autres prétendants, assimilés au camp des "conservateurs", il est apparu comme un "réformateur" et le vote du 14 juin est clairement un vote en faveur d'un certain nombre de réformes.
- M. Rohani s'est montré capable, dans l'exercice de ses responsabilités antérieures, de faire preuve d'une dose de pragmatisme de bon aloi, y compris sur un dossier aussi sensible que celui du programme nucléaire de l'Iran et des négociations sur ce point avec les Etats membres du Conseil de sécurité.
- Ce pragmatisme laisse penser que des concessions de la part de l'Iran ne sont pas impossibles, ce qui pourrait permettre de diminuer les tensions et de débloquer les négociations sur le programme nucléaire.
- L'ouverture esquissée par M. Rohani en direction de l'Arabie Saoudite lors de sa première conférence de presse après son élection pourrait également contribuer à une certaine détente avec les pays arabes du Golfe.
- Le président n'est pas, dans l'architecture politique de la République islamique, celui qui prend les décisions majeures en matière de politique étrangère et de sécurité. Mais M. Rohani a prouvé qu'il savait travailler avec l'ayatollah Khamenei et il est certainement l'un des mieux placés pour convaincre celui-ci de faire quelques pas en avant. L'impact des sanctions sur l'économie iranienne peut aider de façon très significative à donner du poids aux propositions que le président élu pourrait faire en ce sens au sein du régime. Le redressement de la monnaie iranienne, le riyal, après l'élection est un indice qui montre que ce scénario est considéré comme probable (avant cette

remontée récente, le riyal s'était déprécié de 70% environ face au dollar depuis le début de l'année 2012).

- M. Rohani a également été élu parce qu'il a mis l'accent dans sa campagne sur les dossiers économiques et sociaux et sur les conditions de vie de la population. L'assouplissement des sanctions n'est évidemment pas la solution à tous les problèmes internes de l'Iran mais elle est une condition nécessaire pour desserrer l'étau qui contribue à asphyxier l'économie iranienne en dépit des démentis rituels des dirigeants à Téhéran.

- L'élection de M. Rohani, et ce qu'elle signifie, a été accueillie favorablement dans les grandes capitales occidentales, notamment à Washington. Le président Obama, qui avait tendu la main au régime iranien peu après son arrivée à la Maison Blanche, reste désireux de favoriser un compromis historique avec la République islamique.

Cela dit, quelle que soit la bonne volonté du président américain et de quelques autres Etats, les pays occidentaux attendent des actes et pas seulement de bonnes paroles. La balle est donc dans le camp iranien et personne ne sait si elle sera renvoyée et de quelle façon. Mais les lignes ont peut-être commencé à bouger et c'est déjà beaucoup.

Francis Perrin